

2020-UNAT-1021, Collins

Décisions du TANU ou du TCNU

UNDT n'a pas commis d'erreur en droit ou en fait lorsqu'il a constaté que la décision d'abolir le poste était légale. Cependant, en ne fournissant pas les raisons pour que sa décision de déplacer la période de préavis de six mois en compensation, l'organisation a échoué dans son devoir de démontrer que son pouvoir discrétionnaire n'a pas été exercé arbitrairement, capricieusement ou illégalement. L'administration n'a pas répondu à son fardeau pour démontrer au minimum que l'appelant a reçu une contrepartie complète et équitable. L'administration a agi arbitrairement et n'a donc pas exercé son pouvoir discrétionnaire légalement. La résiliation de la nomination de l'appelant a été illégale. Unis a confirmé l'appel en partie, a modifié le jugement de l'UNT et a ordonné l'annulation de la décision de résilier la nomination ou l'indemnisation de l'appelant à la place.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

La requérante a contesté la décision de l'administration de résilier sa nomination à durée déterminée à la suite de la suppression de son poste. Undt a rejeté la demande au motif que la décision contestée était le résultat d'un exercice valide du pouvoir discrétionnaire et que l'administration avait respecté les exigences procédurales.

Principe(s) Juridique(s)

L'administration est tenue de démontrer que tous les efforts raisonnables ont été faits pour considérer un membre du personnel dont le poste a été aboli pour les postes appropriés disponibles. Lorsqu'il y a un doute qu'un membre du personnel a été accordé raisonnable, il incombe à l'administration de prouver qu'une telle considération a été accordée. Les membres du personnel confrontés à la résiliation en raison de l'abolition de leur poste doivent montrer un intérêt pour un nouveau

poste entièrement et en temps opportun en postulant au poste.

Résultat

Appel accordé en partie

Applicants/Appellants

Collins

Entité

FNUP

Numéros d'Affaires

2020-1351

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

6 Fév 2022

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Suppression d'un poste

Licenciement
Non-renouvellement

Droit Applicable

Autres publications de l'ONU (directives, politiques, etc.
Règlement du personnel

- Article 9.3(a)(i)
- Article 9.3(c)

Statut du personnel

- Disposition 9.6(e)

Jugements Connexes

UNDT/2019/164
2013-UNAT-311
2018-UNAT-847
2016-UNAT-688
2017-UNAT-768
2017-UNAT-765
2017-UNAT-785
2016-UNAT-652
2015-UNAT-556
2015-UNAT-527
2019-UNAT-966
2010-UNAT-084
2012-UNAT-201
2011-UNAT-115